

Le Ghana à son tour...

C'EST au tour du Ghana de connaître un coup d'Etat militaire. L'adhésion populaire, que le coup d'Etat a connu, contrairement aux autres coups d'Etat qui ont sévi en Afrique, a traduit le profond mécontentement qui s'était développé à la faveur du durcissement du régime, et des mesures policières qu'il ne cessait de prendre.

Mais la similitude des événements du Ghana avec ceux des autres pays africains touchés par le séisme réactionnaire qui trouve son épice à Washington, met en lumière un plan précis de l'impérialisme américain, soutenu par son féal britannique, qui reprend en main directement l'exploitation de l'Afrique, et tente de donner un coup d'arrêt brutal aux mouvements révolutionnaires africains. Mais pourquoi les agents de la C.I.A. réussissent-ils leurs coups avec autant de facilité ?

Les informations en provenance d'Accra, annonçant la chasse aux communistes tant soviétiques que chinois, confirment nettement les tenants politiques du soulèvement militaire. Bien que les généraux nouvellement au pouvoir semblent contrôler la situation efficacement, grâce à un déploiement considérable de forces armées, la liquidation de l'appareil d'Etat mis en place par N'Krumah ne semble pas totale, des soubresauts sont encore possibles.

Le Ghana était un pays chef de file de l'Unité africaine. Avec le Mali et la Guinée, il a joué un rôle important dans la rupture toute relative du système colonial et néo-colonial (1). S'il avait pu jouer un rôle progressiste, en politique internationale, la situation intérieure était désastreuse.

Toute opposition balayée, emprisonnée ou exilée, l'inféodation des syndicats au pouvoir, le culte délirant de chef de l'Etat (« l'osagyefo : le rédempteur ») l'absence de vie démocratique, les élections simplement formelles, sont les caractéristiques politiques fondamentales du régime renversé à Accra.

En aucune manière, le « socialisme officiel » ne reflète une quelconque réalité socialiste. La bureaucratie d'Etat (dont les têtes sont, avec N'Krumah, en dehors du pays, à Moscou et à Pékin, en ce moment) exerce un pouvoir total, répressif si nécessaire, au détriment absolu des travailleurs et des masses populaires, au nom desquels le parti unique prétend gouverner.

Un très profond mécontentement contre cette bureaucratie d'Etat, corrompue, jouissant de privilèges considérables, classe bourgeoise potentielle, n'a fait que grandir jusqu'à ce jour. Le chômage élevé et les salaires strictement minimum donnés aux ouvriers ont contribué aux succès du soulèvement militaire.

Les manifestations qui ont suivi le coup d'Etat, exigeant la mort de N'Krumah, aux cris : « Les Russes et les Chinois à la porte ! » sont hautement significatifs. L'aide soviétique, comme chinoise, ne fortifiait que l'appareil d'Etat, bureaucratique et policier, au détriment non seulement des masses populaires et des travailleurs, mais des forces progressistes et révolutionnaires qu'elle ignorait. C'est cette faiblesse sociale de l'Etat ghanéen qui a permis son effondrement.

TOUBERT.

(1) Voir Quatrième Internationale Documents du 8^e Congrès Mondial, pp 40 et 41.

COMBATIVITÉ ÉTUDIANTE ET SILENCE DE L'U.G.T.A. EN ALGÉRIE

LA grève des étudiants d'Alger, au début du mois de février, et son rebondissement à la fin du mois, est un signe révélateur de la faiblesse du régime instable et sans prestige que connaît l'Algérie, et en même temps de la lutte de masse contre la bureaucratie. Mais si les grèves d'étudiants ont montré le dynamisme d'un secteur social, elles ont marqué aussi les limites de la spontanéité ainsi que celles de l'opposition ouverte à la bureaucratie en l'absence d'un parti capable de combiner les luttes entre étudiants et ouvriers d'une part, les luttes « légales » et l'action révolutionnaire de l'autre.

Spontanéité et organisation chez les étudiants

Le déroulement des événements a montré que le comité de section d'Alger de l'U.N.E.A. (resté en place depuis le congrès de l'été 1964) a été débordé très rapidement par la base qui, en l'espace d'une nuit, décidait la grève des cours du samedi 29 janvier et organisait ce même jour deux manifestations. La grève des trois jours, dirigée par le comité de section fut suivie pratiquement à 100 % et, chose nouvelle chez les étudiants, reposa sur des piquets de grève permanents, certains composés entièrement de jeunes filles. Malgré la violence de la répression (coups et blessures, arrestations lors de la manifestation de rue le samedi après-midi, en direction de la place des Martyrs, arrestation de la moitié des membres du comité de section), la bureaucratie affolée ne parvint pas à briser le mouvement. Bien que des commandos anti-grèves formés de membres de l'ex-U.G.E.M.A., aient tenté d'intervenir, bien que la fédération F.L.N. du Grand-Alger ait voulu, en vain, organiser une contre-manifestation ouvrière, les étudiants décidés tinrent bon. Dans la dynamique de la riposte à l'arrestation des étudiants marocains, il apparaît que 4.000 étudiants algériens ont su se donner, en de très courts délais, des formes d'organisation de masse groupant leur majorité dans le combat.

Cependant, par leurs propres forces, les étudiants ne sont pas parvenus à obtenir gain de cause. Faute d'un soutien de masse de la classe ouvrière (la direction de l'U.G.T.A. étant restée neutre dans l'affaire), les étudiants, isolés, ont subi la répression : 13 membres du comité de section d'Alger auraient été envoyés au bagne de Lambèse, de nombreuses bourses ont été supprimées. Mais ce n'est que 15 jours plus tard, le 18 février, que sera installé un nouveau comité exécutif de l'U.N.E.A. par la bureaucratie.

Les étudiants ont mis à profit ce délai pour organiser leur résistance aux méthodes policières. La deuxième grève déclenchée le 23 février montre que la bureaucratie ne pourra faire le calme à l'Université que dans la mesure où elle cédera aux revendications des étudiants. Il est clair que cette seconde épreuve de force, un mois à peine après la première, pose avec urgence la question du soutien de l'U.G.T.A. aux étudiants. Si la direction Oumeziane ne cesse de proclamer son « accord » avec le « glorieux F.L.N. », la combativité étudiante non brisée ne peut trouver un appui de masse qu'en faisant appel à la base de l'U.G.T.A., notamment aux entreprises dont les sections syndicales ont déjà montré la force à l'occasion de grèves.

Dans une telle situation, il est clair qu'un minimum d'organisation indépendante est indispensable entre les ouvriers et les étudiants les plus conscients.

La question de la construction d'un parti ouvrier capable d'intervenir dans les secteurs qui se trouvent à la pointe de la lutte (université, ouvriers du secteur capitaliste, autogestion, paysannerie pauvre) sur la base d'un programme marxiste capable de mobiliser les masses de façon autonome est désormais à l'ordre du jour. Cette tâche est d'autant plus importante au moment où l'O.R.P. (ou, semble-t-il, une fraction de cette organisation d'opposition) tente de négocier avec la bureaucratie sa réintégration dans la vie politique officielle avec l'aide d'autres formations d'opposition (ex-P.R.S., F.F.S.), d'éléments de l'A.N.P., du F.L.N. actuel et de « personnalités » (voir l'Humanité du 17-2-66). Une réconciliation nationale entre différents clans hier ennemis ne ferait qu'embrouiller la situation politique, mais démasquerait aussi les conciliateurs et les capitulards.

En fait, l'alternative révolutionnaire à l'équipe dirigeante, qui cherche à gagner quelque prestige en promettant de passer « bientôt » à l'application des tâches que sont la réforme agraire et la planification, passe par l'application d'une stratégie double combinant l'organisation, indépendamment du pouvoir, et l'intervention des militants révolutionnaires au sein des organisations de masse. Dans l'instabilité toujours aussi grande qui caractérise l'Algérie, l'instabilité qui explique les promesses démagogiques de la bureaucratie, qui se manifeste par des grèves incessantes, par l'agitation étudiante, par l'absence de perspectives et les errements de l'opposition, le besoin d'une organisation ouvrière capable de diriger l'intervention des masses se fait sentir de façon pressante. Les étudiants et les ouvriers les plus conscients de l'U.G.T.A. sont aujourd'hui confrontés à cette tâche fondamentale.

Maurice LEGRAND.
(24 février 1966.)

PALOMARES... avertissement pour tous

1936, Almería est écrasée sous les bombes franquistes. On se souvient du poème : « les petits enfants d'Almería ne parlent pas... car ils sont morts ».

Ce qui est arrivé aux petits enfants de Palomares, tout près d'Almería, le 17 janvier, ne les empêche pas de parler. Aujourd'hui, non ; mais demain ?

« Je crois que je vais mourir, mais je ne sais pas quand... ». Cela, c'est un gosse de 8 ans qui l'a dit à Christian Maurel, correspondant du *Nouvel Observateur*, il n'y a pas un mois.

Le gosse na sans doute jamais entendu parler d'Hiroshima. Il n'empêche qu'il a peut-être en lui le mal terrible — la « maladie de la radioactivité » — qui, encore après 20 ans cueille dans de grandes souffrances les jeunes vies des petits enfants d'Hiroshima.

Le 17 janvier 1966, un bombardier B-52 du Strategic Air Command s'est écrasé en flammes. Aucun des habitants de Palomares — le lieu de chute — n'a été blessé. Mais, avec le chargement de bombes atomiques de l'avion, c'est une mort à terme qui leur est tombée dessus.

Depuis lors, « des équipes de soldats gantés, masqués, emmitoufflés dans des combinaisons vertes ou blanches, ratissent d'énormes masses de terre que des camions emportent on ne sait où ».

5.000 soldats sont engagés dans l'opération, qui coûte 6 millions de francs par jour.

Cela donne la mesure du péril. Les autorités franquistes se taisent, et quasi personne ne sait la chose en Espagne. Et pour cause l'alliance avec l'impérialisme yankee est l'ultime protection du régime. Seuls se plaignent les travailleurs de la région et leurs plaintes ont traversé les frontières, portées par les organisations de l'opposition, notamment par le Parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.) qui réclame « le démantèlement im-

mediat de toutes les bases militaires étrangères en Espagne » et « l'interdiction de survol du territoire espagnol aux avions chargés de bombes atomiques ».

Mais nous, est-ce que cela ne nous concerne pas aussi ?

Le député communiste Manceau vient, par une question écrite, de demander au gouvernement français s'il n'envisage pas d'interdire l'espace aérien de notre pays aux avions porteurs de bombes atomiques.

Ce serait bien le moins que puisse faire un gouvernement qui se pare de tant d'anti-américanisme.

Qui empêcherait demain un B-52 de tomber, avec ses bombes sur Bordeaux, sur Lyon ou sur Paris... ?

Mais interdire les voyages de bombes atomiques au dessus de nos têtes n'est pas suffisant. Qui d'ailleurs contrôlerait une semblable et éventuelle interdiction ? Les dépôts de ces bombes au sol sont eux aussi, un grave danger. Il n'y a pas de sécurité sans éloignement total de ces engins d'apocalypse. La première étape et très accessible, de la lutte contre le péril atomique, c'est l'exigence du démantèlement des bases de l'O.T.A.N. en France.

Louis BRATES.

LES AGENTS SONT DE BRAVES... BLANCS

Johannesburg, Afrique du Sud, 6 février à l'aube ; la police recherche un noir qui s'est enfui peu avoir été arrêté. Des policiers font une « descente » dans un cabaret pour Africains. Bilan 10 morts : 4 hommes, 6 femmes. Ils auraient été étouffés et piétinés, comme à Charonne. La responsabilité serait imputable à... la panique. Il y a aussi un blessé par balle. Mais n'allez surtout pas imaginer que la balle aurait pu être tirée par ces braves policiers blancs et que c'est cela qui pourrait être l'origine de la fameuse panique...

L'OPPOSITION AMÉRICAINE A LA GUERRE DU VIETNAM

avec mépris de l'agitation de quelques « vietnams » déclassés, le gouvernement Johnson fait preuve d'une inquiétude qui ne va pas sans fièvre, et se traduit par une succession de mascarades de moins en moins convaincantes.

Ainsi, après avoir expliqué pendant la « pause » que le recours à l'O.N.U. ne serait d'aucun secours, au lendemain de la reprise des bombardements les dirigeants U.S. ont demandé au Conseil de sécurité de prendre en main l'affaire du Vietnam et n'ont fait qu'ajouter à leur discrédit en montrant leur isolement sur le plan international.

Immédiatement après, Johnson se rendait à Honolulu où il s'entretenait en grande pompe avec l'hitlérien Ky, de la reconstruction économique et sociale (sic) du Sud Vietnam, à l'heure où l'inflation ne cesse de croître (avec accompagnement de trafics de piastres à côté desquels ceux de l'ère française semblent jeux d'enfants), à l'heure où les réfugiés dans les villes ne trouvent pas d'emploi et croupissent

dans une effroyable misère en dépit des « distributions » américaines, à l'heure où les épidémies apparaissent (la peste à Hué) et tandis que la campagne est contrôlée pour l'essentiel par le Vietcong.

Johnson n'a trouvé qu'un appui : La Corée du Sud lui envoie 20 000 hommes de plus.

Quel Américain réfléchissant un peu à la situation croira au bluff de McNamara et de Humphrey qui annoncent la fin prochaine de la guerre alors que les généraux parlent de 10 ou 20 ans, et alors que le même McNamara annonce le rappel prochain des réservistes ? Et qui Johnson espère-t-il convaincre en annonçant qu'il saura limiter une escalade où il n'a pas cessé de se laisser entraîner depuis le début de son mandat et alors que sa droite fascisante et ses propres généraux démontrent à partir des mêmes prémisses que le gouvernement, la logique et la nécessité de l'extension de la guerre pour en finir avec un F.N.L. qui refuse de capituler devant les gigantesques forces actuelles ?

L'union sacrée est brisée

Dès maintenant quelque chose s'est produit dans la société américaine. L'« unité nationale », qu'avait créée le maccarthisme a commencé lentement à s'effriter. Il n'y a plus une Amérique unie, inconditionnellement derrière ses politiciens dans la « défense du monde libre ».

La remise du « prix de la Liberté » à Johnson, le 23 février, a pris en ce sens valeur de symbole. Tandis que le Président recevait, à l'intérieur de la « Maison de la Liberté », le prix : un buste de sa propre personne, à l'extérieur plus de 6 000 manifestants ont réclamé la fin des hostilités au Vietnam et ont remis au sénateur Julian Bond, expulsé par ses collègues pour son opposition à la guerre, un contre-prix.

Sans doute le chemin est-il encore long qui mène à la prise de conscience de la classe ouvrière, maintenue dans le somnambulisme par la bureaucratie syndicale, mais le temps de l'union sacrée n'est plus qu'un nostalgique souvenir pour les méditations de Johnson devant son buste de combattant de la liberté.

Dick LEMAIRE.